

PROJET DE STABILISATION ET DE RELÈVEMENT DE L'EST DE LA RDC (STAR-EST)



BULLETIN

d'information **STAR-Est**

N° 003 Mars 2025



Réunion du Comité Consultatif Provincial de STAREST Nord Kivu à Beni 14 mars 2025

Adresse: 098, Blvd Lyn Lusi, Q. Les Volcans,
Commune de Goma, Ville de Goma (Nord-Kivu)

Email: info@star-est.net

<https://www.star-est.net> ;



starestcongo





à l'issue d'une sensibilisation sur le projet STAR Est au Groupement de Bakusu, Walikale, janv205.à l'issue d'une sensibilisation sur le projet STAR Est au Groupement de Bakusu, Walikale, janv205.

SOMMAIRE

Editorial **3**

Avant-propos **4**

Sensibilisation, mobilisation communautaires et Identification des Infrastructures socio-économiques de base en territoire de Walikale **5**



6
Vers une Gouvernance Décentralisée & Inclusive en territoire de Walikale

Prévention et réponse à la Violence Basée sur le Genre et Autonomisation de la Femme **7**

Réunion du Comité Consultatif Provincial du Projet STAR-Est Nord-Kivu **8**

EDITORIAL



Après la pose de la première pierre pour la construction des bâtiments devant abriter les bureaux du projet STAR-Est au Sud-Kivu, Nord-Kivu et en Ituri, les travaux de chantier desdits bâtiments n'ont pas tardé à commencer, à la grande satisfaction des bénéficiaires. Au stade actuel, en dépit de la situation d'insécurité qui prévaut dans les provinces du projet, l'espoir est toujours permis et les engagements seront tenus pour que le projet STAR-Est réponde aux besoins des communautés bénéficiaires, tels qu'identifiés. L'ampleur qu'ont prise les chantiers démontre est un signe manifeste que le projet STAR-Est tiendra ses engagements vis-à-vis de ses bénéficiaires et de son histoire, dans le seul but de répondre aux engagements pris par le Gouvernement congolais auprès de la Banque mondiale qui finance le projet STAR-Est. En cette année 2025, le projet STAR-Est a connu une restructuration qui lui permettra d'ajouter à ses interventions habituelles, une nouvelle composante (désormais la 4e du projet) en guise de « Prévention et réponse à la Violence Basée sur le Genre (VBG), incluant l'abus et l'exploitation sexuelle (EAS), le Harcèlement Sexuel (HS), avec un focus sur l'autonomisation des femmes vulnérables.

A travers cette nouvelle composante, le projet permettra aux survivantes et survivants des VBG d'avoir systématiquement recours au système judiciaire et aux agents en charge de l'application de la loi de bénéficier d'une protection à la fois juridique et judiciaire de qualité. De même, 80% de bénéficiaires de cette composante, désagrégés en âge et sexe, seront sensibilisés et connaîtront les pratiques favorables à la prévention des VBG tandis que 6000 cas de VBG reçus par les cliniques juridiques soutenus par le projet seront accompagnés en justice, avec pour objectif majeur d'avoir 10% de cas des VBG accompagnés aboutir à une décision judiciaire.

Dans la même optique, cette composante fera en ce que 75 000 bénéficiaires directs soient touchés par différentes interventions du projet alors que 27 000 bénéficiaires obtiendront des subventions afin de leur permettre de lancer leurs Activités Génératrices de Revenus (AGR).

Et, au-delà des chiffres, les prestataires de services sanitaires seront formés afin de les outiller à fournir des prestations de prise en charge de meilleure qualité en faveur des survivants(e)s des VBG dans les zones d'intervention du projet pendant que les Divisions Provinciales de la Santé (DPS), les Conseillers NET (Thérapie d'Exposition à la Narration) seront appuyés afin de leur permettre de fournir des services adéquats aux survivantes(et survivants) des VBG répondant aux critères de qualité bien définis.

Bien entendu, les autres composantes continueront, de manière parallèlement mais complémentaire, à mettre en œuvre leurs interventions dont les résultats sont vivement par les bénéficiaires.

En cette année 2025, nous réitérons nos sincères remerciements à nos partenaires de la Banque mondiale pour l'appui financier et technique qu'ils continuent à apporter au projet STAR-Est par ailleurs nécessaire pour la mise en œuvre des activités au bénéfice des communautés cibles dans les zones d'intervention.

Aussi devons-nous également remercier nos partenaires étatiques, locaux, provinciaux et nationaux, pour leur accompagnement stratégique sans lequel les résultats de ce projet ne sauraient être atteints.

Nous rassurons les communautés dans les zones d'intervention que nous sommes à leurs côtés, contre vents et marées, pour chaque fois nous assurer que les résultats attendus de ce projet de Stabilisation et de Relèvement leur apportent un ouf de soulagement, tant soit peu, dans leurs entités respectives.

Brigitte Kapinga Sauda
Coordonnateur Général du Projet STAR-Est.

Avant-Propos

Le contenu de ce bulletin STAR-Est n°3 est spécifiquement focalisé sur les activités de ce projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est (STAR-Est) dans la province du Nord-Kivu dans ce contexte particulièrement difficile à cerner. C'est aussi pour soutenir les efforts de ces communautés que nous avons rencontrées çà et là, déterminées à vaincre l'enclavement, la pauvreté, l'insécurité et l'instabilité qui freinent leur mieux-être.

L'engouement des communautés à participer aux séances de sensibilisation et mobilisation organisées autour des interventions du projet en territoire de Walikale témoigne de cet espoir d'un peuple qui continue à croire en lui-même pour s'en sortir. Cet espoir est d'autant soutenu qu'il existe, même dans ce contexte extrêmement difficile, des partenaires au développement soucieux de venir en appui aux initiatives gouvernementales de stabilisation et de relèvement communautaires. Le projet STAR-Est, financé par la Banque mondiale, en est une preuve vivante.

STAR-Est, dans sa composante 3, apporte un appui significatif à l'administration publique congolaise dans le but de promouvoir une gouvernance décentralisée et inclusive. Cette initiative passe par le renforcement de la collecte des revenus générés en interne, l'amélioration de la gestion budgétaire et comptable et l'accroissement de la transparence et la responsabilité dans la gestion des ressources des provinces concernées par le projet. D'où l'exigence et la pertinence de la redevabilité des dirigeants, à tous les niveaux, vis-à-vis de leurs administrés afin que ces derniers aient accès à des services de qualité.

La question des Violences Basées sur le Genre (VBG) est pertinente en ces temps de conflits où, comme auparavant, les populations civiles en général, les filles et les femmes en particulier, sont victimes des conflits armés. Le projet STAR-Est, dans cette nouvelle composante portant sur les VBG, apporte une réponse, tant soit peu exhaustive, à quelques préoccupations majeures soulevées par la résurgence des torts subis par les femmes et filles en temps de conflits armés à l'Est de la RDC. Cette réponse inclut également l'appui à l'autonomisation de la femme afin de pouvoir réduire sa vulnérabilité, en dépit du contexte difficile dans lequel elle tente de survivre.

La tenue de la récente réunion du Comité Consultatif Provincial (CCP) du projet STAR-Est dans la ville de Beni, le 14 mars 2025, est aussi un signal fort et un message d'espoir pour la continuité des activités du projet STAR-Est. Les espoirs des communautés qui attendent impatiemment la mise en œuvre des activités dans leurs entités respectives ne sauraient être déçus, au regard des engagements pris par le Gouvernement congolais vis-à-vis de ses partenaires de la Banque mondiale. Les membres du CCP ont ainsi voté, à main levée, pour la validation de la mise en œuvre de 33 infrastructures socio-économiques de base par le projet STAR-Est à construire dans la ville de Beni et les Territoires de Beni, Lubero et Walikale ainsi que pour la réhabilitation de l'axe routier Lubero-Kasugho dans le Territoire de Lubero et pour les deux Entités Territoriales Décentralisées (ETD) à appuyer par le projet dans la province du Nord-Kivu.

Vincent Mukwege Buhendwa
Expert en Communication

Sensibilisation, mobilisation communautaires et Identification des Infrastructures socio-économiques de base en territoire de Walikale



Séance de sensibilisation sur le projet STAR EST au Secteur Wanianga, Walikale, janv 2025

Les équipes du projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC (STAR-Est)-Coordinations Générale et Provinciale du Nord-Kivu- sont actuellement à pied d'œuvre dans le territoire de Walikale, du 21 janvier au 04 fév.2025, dans une mission de sensibilisation et mobilisation communautaires, assortie d'une identification des infrastructures de base (IDB) en termes de sous-projets à construire dans ledit territoire pour les communautés bénéficiaires. Difficile d'accès et par route et par avion, le territoire de Walikale fait partie des quatorze territoires bénéficiaires du projet STAR-Est, un projet du gouvernement congolais financé par la Banque mondiale visant à (i) améliorer l'accès aux infrastructures socio-économiques communautaires de base résistantes au climat ; (ii) améliorer la réintégration socio-économique et la résilience des personnes associées aux groupes désarmés et aux communautés vulnérables et (iii) renforcer la capacité des administrations dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et d'Ituri. Conduite par le Coordonnateur Provincial du projet STAR-Est au Nord-Kivu, Monsieur Jean-Claude Kasomo, la délégation a eu des entretiens préliminaires avec les autorités locales dont l'Administrateur du territoire de Walikale, le Commissaire Supérieur (PNC) Ado Kasongo Laurent Kabund, le Chef du Secteur de Wanianga,

Dr Akilimali Bamwisho Descartes ainsi que les chefs de six groupements visités afin de planifier ensemble les séances de sensibilisation et de mobilisation communautaires qui ont précédé l'identification des IDB.

Au cours de la même mission, les aspects de gestion des risques et impacts socio-environnementaux, le mécanisme de gestion des plaintes ont été présentés aux participants pendant que la légalité de la structure ciblée, la géolocalisation et la collecte des données dans GEMS étaient réalisées par le Spécialiste en Sauvegarde.

Au terme des différentes séances de sensibilisation et de mobilisation communautaires, six infrastructures prioritaires ont été sélectionnées par les participants et seront soumises à l'approbation du projet STAR-Est via son Comité Consultatif provincial (CCP) qui se tiendra très bientôt pour la validation de sous projets portant sur ces IDB avant leur construction. Il s'agit notamment, de l'Institut Oninga, pour le groupement des Bafuna; l'Ecole primaire Mtoto pour le groupement des Bakusu; l'Ecole primaire Nyalusukula dans le groupement des Bana-Bangi; et l'Ecole primaire Kabusa dans le groupement d'Utunda et le Centre de santé Mundindi pour le groupement de Wassa au compte du secteur de Wanianga et l'Ecole primaire Lowa dans le groupement de Bafuna-Bakano au compte du secteur de Bakano.

Bref, 560 personnes issues des Comités de Paix et de Développement du Groupement (CPDG) des 6 communautés ont été mobilisées et sensibilisées sur le projet STAR-Est et se sont impliquées dans le processus d'identification des infrastructures socioéconomiques de base à construire en territoire de Walikale. Six(6) sites de construction d'infrastructures de base ont été identifiés, notamment un en secteur des Bakano et cinq en secteur des Wanianga tandis que six (6) sites de construction d'infrastructures socioéconomiques de base ont été géolocalisés dans GEMS dont un chez les Bakano et cinq(5) chez les Wanianga. Ainsi en est-il du remplissage et élaboration des six (6) screenings environnementaux dans les deux secteurs précités.

Au-delà des infrastructures socio-économiques de base identifiées, un accent a été mis sur la viabilité des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) ainsi que des Comités Locaux de Développement (CLD) sensées assurer la gestion des IDB qui seront mises à la disposition de la communauté. Ainsi, 6 chartes ont été signées entre le projet STAR-Est et les communautés en raison d'une dans le secteur des Bakano et cinq (5) dans le secteur des Wanianga, en territoire de Walikale.

Vers une Gouvernance Décentralisée & Inclusive en territoire de Walikale

La mission de sensibilisation et mobilisation communautaires du projet STAR-Est en territoire de Walikale fin janv.2025 a coïncidé avec celle menée dans ledit territoire au compte de la 3e composante du projet en lien avec la Gouvernance décentralisée. Nous avons approché Jean-Bosco Nsuami, Expert Sénior en Gouvernance de STAR-Est afin d'en savoir davantage.



sensibilisation sur le projet STAR Est au Groupement Bana Bangi, Walikale, janv2025

La troisième composante du projet de STAR-Est est assortie de trois sous-composantes à savoir :

- (i) le Renforcement de la collecte des revenus générés en interne ;
- (ii) l'Amélioration de la gestion budgétaire et comptable ;
- (iii) l'Accroissement de la transparence et la responsabilité dans la gestion des ressources de la province

C'est dans cette optique que le projet STAR-Est vise à :

- (i) contribuer à l'accroissement des recettes des provinces et Entités Territoriales Décentralisées (ETD) concernées par le projet, en ciblant un accroissement de 10% des recettes provinciales et des ETD. Les activités qui concourent à la réalisation de cet objectif sont déjà prévues dans le Plan de Travail et Budget Annuel 2025. Il s'agit d'évaluer le système de perception et de gestion des taxes qui est en place de manière à envisager sa numérisation ;
- (ii) Promouvoir la participation inclusive, la transparence, la traçabilité et la redevabilité, avec un focus sur les élus provinciaux, les membres de la Société civile qui s'intéressent à la gouvernance : renforcer leurs capacités intellectuelles et matérielles. Ici, la particularité en est que le projet n'intervient pas dans toute la province mais focalise l'attention sur deux ETD par territoire et trois mairies dans les trois provinces du projet.

Les ETD ciblées ont été validées par les Comités Consultatifs Provinciaux (CCP) mais ces derniers ont recommandé la révision de ce choix afin de le rendre plus rationnel et le moins contestable.

Un travail assidu a été récemment réalisé dans les territoires de Beni et Lubero à cet effet, respectivement dans les secteurs de Beni Mbau, de Ruwenzori et la chefferie de Bashu (territoire de Beni) et dans le groupement de Baswagha-Madiwe (territoire de Lubero). Il a donc fallu boucler par le territoire de Walikale, d'où la justification de la présente mission dans ce territoire.

La présente mission à Walikale a consisté en l'organisation des entretiens avec les parties-prenantes de deux secteurs dont Bakano et Wanianga pour la collecte des données sur les recettes et les dépenses de leurs ETD. Un travail d'analyse est ainsi réalisé la croissance et la fonctionnalité des ETD et des mairies en se basant sur quelques préoccupations constituées en thématiques, c'est-à-dire une analyse des capacités managériales des ETD et des mairies.

Première préoccupation : gestion administrative :

Les données sont ici collectées sur base d'un jeu de questions-réponses à travers l'organisation d'un focus group réunissant 15 personnes. Ainsi on en sait davantage sur l'existence et la fonctionnalité de l'organigramme au sein de l'ETD, son affichage dans les bureaux, les échanges internes qu'il facilite, etc.

Deuxième préoccupation : gestion financière et comptable

Les données peuvent être collectées sur les opérations financières, les factures, les reçus, les ordres de paiement, etc.

Troisième préoccupation : fonctionnalité des services-clés liés au développement

Les données peuvent être récoltées sur la façon dont les recettes du marché sont gérées, les gestionnaires du marché (secteur, chefferie, sous-traitant), l'existence des services de voirie et assainissement, le fonctionnement du service de l'Etat civil. Celui-ci dispose-t-il des antennes dans les groupements ? Collaborer-t-il avec les Centres de santé et maternités pour l'enregistrement des nouveau-nés ?

Quatrième préoccupation : relations institutionnelles.

Des réponses à cette préoccupation peuvent être collectées sur la présence/absence et le type des relations de l'ETD avec la province, dans l'hypothèse que les bonnes relations favorisent les performances.

Cinquième préoccupation : promotion du développement socio-économique de base

Les réponses à cette préoccupation renseignent suffisamment sur l'engagement des ETD dans l'élaboration de leur Plan Local de Développement (PLD)- qui est, en général, la « Bible » des ETD en matière de développement. On peut aussi savoir combien de tables-rondes ont été organisées par les ETD pour expliquer aux potentiels partenaires et bailleurs de fonds les priorités de l'ETD et susciter l'engagement de ces derniers à soutenir la mise en œuvre du PLD. Bref, la finalité de cette approche est que, sur la base des scores obtenus par thématique/préoccupation, on arrive à classer les ETD et les mairies et mettre ainsi en évidence leurs performances. Le niveau d'excellence et/ou de faiblesse peut ainsi différer d'une ETD à l'autre, selon les rubriques et il n'est pas exclu que certaines ETD présentent des similarités et des disparités et que les choix antérieurs validés par les CCP soient confirmés/infirmés à la suite des analyses actuellement menées sur les ETD.

Prévention et réponse à la Violence Basée sur le Genre et Autonomisation de la Femme



Séance de sensibilisation sur les Violences Basées sur le Genre, Walikale janv2025

«**Prévention et Réponse à la Violence Basée sur le Genre (VBG)**» est une nouvelle composante qui désormais fait partie du projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est (STAR-Est), à la suite de la restructuration dudit projet intervenue en 2025. Elle inclut l'Exploitation et Abus sexuels (EAS), le Harcèlement Sexuel (HS) ainsi que l'autonomisation des femmes vulnérables et s'attend à appuyer 75 000 bénéficiaires directs qui seront touchés par différentes interventions du projet.

La prévention de la VBG et l'appui intégré pour les survivantes (et survivants) et autres vulnérables au niveau communautaire seront matérialisés à travers la sélection des Organisations Communautaires de Base (**OCB**), la mobilisation communautaire et la promotion du Changement de Comportement, la mise en place des espaces «**Amis des jeunes**» ou centres récréatifs, la gestion des cas, le soutien psychosocial, les soins de santé mentale ainsi que l'assistance juridique et judiciaire. Entre autres retombées, ces interventions feront en ce que **(i)** les survivant(e)s de Violences Sexuelles Basées sur le Genre (**VSBG**) aient systématiquement recours au système judiciaire et aux agents de l'application de la loi afin de pouvoir bénéficier d'une protection juridique et judiciaire de qualité; **(ii)** 80% de bénéficiaires (selon l'âge et le sexe) sensibilisés connaissent les pratiques favorables à la prévention des VBG; **(iii)** 6000 cas de VSBG reçus par les cliniques juridiques soutenus par le projet soient accompagnés en justice; **(iv)** 10% de cas de VSBG accompagnés aboutissent à une décision judiciaire.

La réponse à la VBG prend en compte le soutien à un Centre d'Excellence (**CE**) intégré dans la province d'Ituri, le soutien à trois Centres Intégrés des Services Multisectoriels (CISM) du Ministère du Genre dont 2 en Ituri et 1 au Nord-Kivu ainsi que le renforcement de la réponse du secteur de la santé aux VBG à travers les appuis aux Formations Sanitaires (**FOSA**),

Bureau Central de la Zone de Santé (**BCZS**) et la Direction Provinciale de la Santé (**DPS**). Les résultats attendus de ces interventions consistent notamment à ce que **(i)** 45000 survivant.e.s de VBG soient accompagnés par le projet; **(ii)** 60% de cas déclarés de VBG bénéficient d'un traitement Prophylactique Post-Exposition (**PPE**) dans un délai de 72 heures; **(iii)** 100% de partenaires d'exécution (**C.E.**, **CISM**, etc.) appuyés fournissent des services de qualité aux survivant.e.s des VBG en répondant aux critères de qualité définis; **(iv)** les acteurs du secteur de la santé soient formés et fournissent des prestations de prise en charge de meilleure qualité en faveur des survivant.e.s des VBG dans les zones d'intervention du projet.

La réinsertion socio-économique des survivant.e.s de VBG et l'autonomisation des femmes vulnérables au sein de leurs communautés passent par l'identification et l'analyse, de manière participative, des filières économiques porteuses par zone d'intervention et leurs contraintes et risques (inputs, production, transformation, commercialisation et marché); l'identification et l'organisation des formations en lien avec les filières porteuses retenues; l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'affaires simplifiés; l'élaboration et la mise en place d'un plan d'accompagnement individualisé des bénéficiaires afin de répondre aux différentes contraintes au regard du développement des activités génératrice de revenus. Aussi ce volet ambitionne-t-il d'initier les bénéficiaires à l'éducation financière et mettre ces derniers en relation avec les prestataires des services financiers. Les retombées attendues de ces interventions consistent à voir 27 000 bénéficiaires obtenir des subventions de leurs activités génératrices de revenus.

Quant à la vulgarisation des politiques et lois et la capacitation des institutions étatiques (Ministère du Genre, Famille et Enfant, Fonds National pour la Réparation des Victimes (**FON-AREV**), etc.), cette sous-composante envisage **(i)** Contribuer à la vulgarisation des politiques et lois existants (Code de la Famille révisé, lois sur la répression des violences sexuelles.

La composante 4 demeure complémentaire aux autres composantes du projet. De manière spécifique, le décor est déjà planté pour **(1)** la première composante qui envisage la construction des 430 infrastructures socio-économiques de base qui bénéficieront à plus de 880 communautés stabilisées (composante 1); **(2)** la deuxième composante qui appuiera 35 000 bénéficiaires des activités THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre) dont 50% de femmes et 25% de personnes sorties des groupes armés. A travers cette composante, STAR-Est garantira 2 800 000 hommes-jour d'emplois temporaires qui seront créés dans les zones d'intervention où 1125 Km de routes rurales seront construites/réhabilitées et 85 000 bénéficiaires des AGR seront appuyés, dont 50% de femmes et 25% associés à des groupes armés, sans oublier 120 000 Bénéficiaires directs du soutien psychosocial dont 50% de femmes et 25% de personnes sorties des groupes armés; **(3)** la troisième composante déjà engagée dans l'avènement d'une Gouvernance décentralisée, avec, à la clé, l'augmentation en pourcentage des recettes générées à l'interne (**RGI**) collectées par les provinces du projet, la mise en place des Unités de service comptables (**DGTCP**) opérationnelles dans les zones du projet, l'apport des solutions numériques satisfaisantes pour la collecte et la gestion des recettes établies dans les zones d'intervention du projet.

Quant aux deux autres composantes, la 5e et la 6e, elles sont respectivement dédiées à **(i)** la gestion du projet, **(ii)** Assistance technique à des partenaires-clés; **(iii)** Recherche & Apprentissage et l'Intervention en cas de situation d'urgence (CERC) à zéro budget car cette dernière composante ne peut être activée que sur demande du Gouvernement congolais adressée à la Banque mondiale.

Prévention et réponse à la Violence Basée sur le Genre (Suite)

l'Ordonnance-loi portant code pénal sur les VBG du 11 septembre 2023, la loi sur l'indemnisation des survivant (e)s, dit Loi FONAREV, etc; (ii) Organiser des réunions de coordination des intervenants dans la thématique VBG ; (iii) Apporter un appui au fonctionnement des Divisions Provinciales du Genre, Famille et Enfant ; (iv) Organiser des événements spéciaux (16 jours d'activisme de lutte contre les VBG, célébration de la Journée Internationale dédiée aux droits de la femme - le 8 mars, ...) ; (v) Apporter un appui au fonctionnement de la base des données VBG (Reproduction des outils, tenue des réunions trimestrielles de validation des données, ...) et (vi) Réaliser des missions de supervision sur le terrain des interventions du projet. En guise des résultats attendus, cinq (5) politiques et lois en matière des VBG seront vulgarisées avec l'appui du projet tandis que cinq (5) structures étatiques bénéficieront de l'appui direct du projet.

Les fonds alloués à la cinquième et dernière sous-composante de la Composante VBG en assurent la gestion quotidienne.

La composante 4 demeure complémentaire aux autres composantes du projet. De manière spécifique, le décor est déjà planté pour (1) la première composante (1) la première composante qui envisage la construction des 430 infrastructures socio-économiques de base qui bénéficieront à plus de 880 communautés stabilisées (composante 1);

(2) la deuxième composante qui appuiera 35 000 bénéficiaires des activités THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre) dont 50% de femmes et 25% de personnes sorties des groupes armés. A travers cette composante, STAR-Est garantira 2 800 000 hommes-jour d'emplois temporaires qui seront créés dans les zones d'intervention où 1125 Km de routes rurales seront construites/réhabilitées et 85 000 bénéficiaires des AGR seront appuyés, dont 50% de femmes et 25% associés à des groupes armés, sans oublier 120 000 Bénéficiaires directs du soutien psychosocial dont 50% de femmes et 25% de personnes sorties des groupes armés; (3) la troisième composante déjà engagée dans l'avènement d'une Gouvernance décentralisée, avec, à la clé, l'augmentation en pourcentage des recettes générées à l'interne (RGI) collectées par les provinces du projet, la mise en place des Unités de service comptables (DGTCP) opérationnelles dans les zones du projet, l'apport des solutions numériques satisfaisantes pour la collecte et la gestion des recettes établies dans les zones d'intervention du projet.

Quant aux deux autres composantes, la 5e et la 6e, elles sont respectivement dédiées à (i) la gestion du projet, (ii) Assistance technique à des partenaires-clés; (iii) Recherche & Apprentissage et l'Intervention en cas de situation d'urgence (CERC) à zéro budget car cette dernière composante ne peut être activée que sur demande du Gouvernement congolais adressée à la Banque mondiale.

Cellule de Communication/ STAR-Est

Réunion du Comité Consultatif Provincial du Projet STAR-Est Nord-Kivu



Suite à la page 9

«Réunion du Comité Consultatif (Suite)»

Ce 14 mars 2025, la Coordination Provinciale du Projet STAR-Est a organisé une réunion du Comité Consultatif Provincial (CCP) à Beni, dans la Province du Nord-Kivu (RDC).

Cette réunion a eu, entre autres points inscrits à son agenda, la présentation et la validation des 33 (trente-trois) Infrastructures socio-économiques de base (IDB) à construire dans la ville de Beni et les Territoires de Beni, Lubero et Walikale ainsi que de l'axe routier à réhabiliter dans le Territoire de Lubero et les deux Entités Territoriales Décentralisées (ETD) à appuyer par le projet dans la province du Nord-Kivu.

i. **Infrastructures socio-économiques de base soumises à la validation des participants au CCP:** celles-ci sont réparties à travers les entités tels que les villes, les communes, les territoires et portent sur les secteurs de l'éducation, la santé et l'eau.

ZONES/COMMUNAUTES	IDB/SECTEUR D'INTERVENTION			TOTAL
	EDUCATION	SANTE	EAU	
VILLE DE BENI	9	5	2	16
TERRITOIRE DE BENI	1	2	2	5
TERRITOIRE DE LUBERO	1	3	2	6
TERRITOIRE DE WALIKALE	5	1	0	6
TOTAL	16	11	6	33

VILLE DE BENI	Infrastructures identifiées			TOTAL
Commune	Education	Santé	Eau	
RUWENZORI	1	1	2	4
MULEKERA	3	2	0	5
BEU	2	2	0	4
BUNGULU	3	0	0	3
TOTAL	9	5	2	16



Le Coordonnateur Provincial de Star-Est Nord-Kivu, Jean-Claude Kasomo, s'adressant aux participants et membres du CCP

TERRITOIRE DE BENI	Infrastructures identifiées			TOTAL
Secteur /Chefferie	Education	Santé	Eau	
Secteur de Ruwenzori	0	1	1	2
Chefferie des Banyangala	0	1	1	2
TOTAL	0	2	2	4

TERRITOIRE DE LUBERO	Infrastructures identifiées			TOTAL
Chefferie	Education	Santé	Eau	
Chefferie des Baswagha	1	3	2	6
TOTAL	1	3	2	6

1. Axes routiers de desserte agricole à réhabiliter au Nord-Kivu et soumis à la validation du Comité Consultatif Provincial (CCP).

Le linéaire prévu est de 356 km repartis comme suit:

TERRITOIRE DE WALIKALE	Infrastructures identifiées			TOTAL
Secteur	Education	Santé	Eau	
Secteur des Bakano	1	0	0	1
Secteur des Banianga	4	1	0	5
TOTAL	5	1	0	6



Vote à main levée des membres du CCP Nord-Kivu, Beni, 14 mars 2025

Identification De l'Axe	Longueur (Km)	TERRITOIRE
Maboya - Mabalako - Kambia - Cantine- Riv. Biena	52	BENI
Maboya - Kanyihunga - Lisasa	34	
Total Beni Territoire	86	
Lubero - Kasugho	47	LUBERO
Musyenene-Lukanga	15	
Mulo-Nyabili-Kistimba	17	
Total Lubero	79	
Rwindi-Kibirizi-Kikiku	49	RUTSHURU
Rumangabo- Mutovu	12	
Total Rutshuru	61	
Bihambwe-Kibabi -Bukumbiriri - Katoyi - Kikoma	50	Masisi
Total Masisi	50	
Riv. Kihuhwe- Buleusa- Bukumbirwa- Maruho- Pinga	80	WALIKALE
Total Walikale	80	
Total Routes De Desserte Agricoles	356	

VILLE DE BENI	Longueur (Km)	Commune
Axe Kuka - Aéroport Mavivi	12	COMMUNE MULEKERA
Total Commune De Mulekera	12	
Boulevard Beu Sur Le Tronçon Rn4 – Rn2 Via Le Rond Point Deux Doigt.	2	COMMUNE BEU
Total Commune De Beu	2	
Total Routes Urbaines	14	
Total Général Proposé au Nord Kivu	370	



Réunion du Comité Consultatif Provincial de STAREST Nord Kivu à Beni 14 mars 2025

A l'issue de la présentation des infrastructures proposées, les membres du Comité Consultatif provincial ont exprimé des préoccupations et formulé des recommandations résumées ci-dessous:

- (i) Mettre fin à la prolifération des groupes armés et consolider la paix et la stabilisation de la Province ;
- (ii) Intervenir dans le secteur des Bapere dans le territoire de Lubero ;
- (iii) Identifier les activités jugées plus urgentes à mettre en œuvre dans les zones accessibles.

1. Quant à la validation des Infrastructures socio-économiques de base à construire par le projet, **après débat et délibérations, le Comité Consultatif provincial, à l'unanimité des membres** présents, a validé par vote à main levée, les 33 infrastructures identifiées par les communautés dans une approche participative ainsi que l'axe routier Lubero-Kasugho (47km) à réhabiliter.

2. Au regard de la validation de **l'axe routier à réhabiliter dans le Territoire de Lubero**, après débat et délibérations, le Comité Consultatif provincial, à l'unanimité des membres présents, a validé, par vote à main levée, l'axe routier Lubero - Kasugho (47km) à réhabiliter.

(4)**Enfin, au sujet de l'entérinement du choix de 2 ETD de la province devant bénéficier de l'appui du projet en matière de gouvernance financière et locale**, après l'exposé du Spécialiste Senior en Finances et Gouvernance Publique du STAR-Est et tenant compte des propositions des membres de la sous-commission instituée à cet effet, trois (3) entités ont été proposées pour validation. Après débat et délibérations, les membres du Comité Consultatif Provincial ont validé les 2 ETD à l'issue du vote à mains levées, dont 14 votes pour le Secteur de Ruwenzori et le Secteur des Wanianga contre 19 votes pour le Secteur de Ruwenzori et la Chefferie de Baswagha et 2 abstentions. En conclusion, voici les 2ETD sélectionnées:

- 1. Secteur de RUWENZORI
- 2. Chefferie de BASWAGHA

Recommandations sur la Bonne Gouvernance Décentralisée:

- (i) Mener des études dans les ETD qui mobilisent difficilement les autres ressources endormies de la redevance minière ;
- (ii) Conditionner le recrutement du prochain évaluateur à la connaissance de PEFA et TADAT

Commentaires

La construction des IDB du domaine de la santé et de l'éducation commencera après les études techniques des experts du projet, tandis que la construction de celles de l'eau sera effective après les études techniques qui seront conduites par les bureaux d'études.

Les IDB identifiées en 2024 sont en cours de démarrage; les entreprises ont été notifiées et sont en train de se déployer sur le terrain.

Trois axes routiers de desserte agricole ont été soumis à la validation du CCP et celui-ci a validé l'axe routier Lubero-Kasugho long de 47 km.

Pour les axes routiers de 64,3 km identifiés en 2024, les entreprises ont été aussi notifiées et les travaux sont en cours de démarrage.